

L'inévitable combat de l'index

Edito de Nico Cué, 28/02/2011.

Et voilà. Ils recommencent. Encore qu'à vrai dire, ils n'ont jamais cessé. Ils en remettent une couche sur l'index.

«Ils», c'est beaucoup de monde. Ce sont les patrons, bien sûr. Au fur et à mesure que leurs bénéfiques remontent, ils redeviennent d'une arrogance sans limite. On l'a vu lors des dernières négociations sur l'Accord interprofessionnel, où leur totale inflexibilité a abouti à l'échec navrant que vous connaissez.

Rescapés et miraculés de la crise de leur système, ils veulent continuer ce qu'ils avaient commencé avant, c'est-à-dire le détricotage social dans nos entreprises. Au premier rang de leurs cibles, évidemment, l'index, coupable de tous les maux, puisqu'il pousse les salaires (faiblement) à la hausse, et qu'un salaire qui s'élève, pour un patron, ce n'est jamais bon.

«Ils», c'est aussi le patron de la Banque nationale. Certes, son discours est ampoulé et volontairement nuancé, mais le gouverneur Guy Quaden sait très bien que ce qu'il met sur la table, c'est à tout le moins une réforme de l'index. Le plus extraordinaire est que, dans le même temps, ledit Quaden admet que les performances de notre économie sont bonnes, voire plus que bonnes. Et, dans la comparaison qui est faite avec les pays voisins par le biais de la tristement célèbre loi de compétitivité, il admet aussi que si la progression des salaires chez nous est légèrement plus forte (en quinze ans !), c'est à cause de la dureté des politiques salariales en Allemagne. Comprenez qui pourra : la plupart des observateurs admettent que c'est grâce à ses filets de sécurité sociaux que la Belgique a traversé la crise de 2008 avec moins de casse qu'ailleurs, et voilà qu'on nous affirme qu'il faudrait remettre tout cela en cause.

Cela nous amène à un troisième «ils» : le tandem que constituent Angela Merkel, chancelière allemande, et Nicolas Sarkozy, président français. Deux champions du libéralisme le plus dur, par ailleurs en grandes difficultés dans leurs pays respectifs. Ils sont rejoints par le président de la Banque centrale européenne, pour cela en phase avec Quaden, dans leur volonté de blocage des salaires et, donc, d'un nivellement européen des politiques salariales. Que leur importe qu'aucun traité européen ne prévoie cela et que les politiques salariales restent une prérogative nationale...

Mais c'est vrai que les résultats qu'ils obtiennent chez eux devraient normalement les pousser à s'occuper de ce qui se passe chez leurs voisins : c'est moins risqué pour leur devenir électoral !

Reste un quatrième «ils» : une bonne partie du monde politique belge. L'équipe Leterme, en affaires courantes rappelons-le, a longtemps semblé caresser l'idée d'une refonte de l'index, le projet étant globalement d'éjecter des produits qui pèsent trop lourd en termes d'inflation, comme les produits énergétiques. Certes, cela aboutit à casser le thermomètre quand la fièvre monte. L'énergie libéralisée est en forte hausse ? Alors qu'on l'éjecte du calcul, et tant pis pour les travailleurs si les hivers sont trop rudes... La vice-Première ministre socialiste, Laurette Onkelinx, a martelé qu'il était hors de question de discuter de cela. Soit. Mais le dossier reviendra, on peut compter sur les partis de droite...

Cela en fait du monde contre l'index. Cela en fait du monde contre un mécanisme qui ne serait pas menacé, selon la CSC, qui a dès lors décidé de ne pas nous épauler dans nos protestations contre le projet d'AIP !

Cela fait tellement de monde que je ne risque pas grand-chose en pariant que la défense de l'index, dans les mois qui viennent, sera une de nos principales préoccupations. Pas la seule, hélas, mais une très grande. Parce que la remise en cause de l'index signifie, à mes yeux, la remise en cause d'un des principaux fondements de nos relations avec les employeurs. C'est une des clés de voûte du «modèle social» belge, et, si on la démolit, c'est ce «modèle» qui s'effondrera.

Par remise en cause, j'entends tout autant les discours sur la suppression du mécanisme d'indexation des salaires que toutes les propositions de modifier la composition du panier, toute tentative, comme cela a été fait autrefois avec les indices «santé» et «lissé», de tripoter ce qu'il y a dedans pour que l'indice des prix s'éloigne plus encore de la réalité de la consommation des travailleurs.

Soyons clairs : si cette direction est prise, nous ne prendrons pas notre index pour nous en frotter la tempe, ou pour en faire un doigt d'honneur. Nous le refermerons dans notre poing pour frapper. Très dur.

Nico Cué, Secrétaire général de la MWB-FGTB.